

Journée de mobilisations locales contre les lois liberticides

12 décembre 2020

Communiqué intersyndical



Alerte sur nos libertés et sur nos droits !

Depuis plusieurs semaines nos organisations appellent et participent activement sur l'ensemble du territoire aux mobilisations pour défendre nos droits et nos libertés, en particulier dans les cadres unitaires contre la loi sécurité globale et le schéma national du maintien de l'ordre.

Il est bien évident que le but du gouvernement est de restreindre la liberté d'informer, la liberté de la presse et de priver la population d'user de son droit d'expression, d'être informé, de manifester, de s'organiser pour gagner de nouveaux droits.

Et ceci dans un contexte de régression alarmante des droits sociaux (assurance chômage, retraites, diminution du budget de la sécurité sociale, loi travail...) alors que les plans de licenciement se multiplient et que la précarité s'aggrave, en particulier pour la jeunesse et pour les sans papiers.

Loin de vouloir changer de politiques sociales, ce gouvernement choisit la voie de la répression et de la restriction des libertés :

- Il reste sourd aux critiques, y compris internationales, sur sa loi de sécurité globale qui restreint la liberté de la presse, contribue à invisibiliser les violences policières au lieu de les combattre, et institue une société de surveillance à base de drones notamment.
- Le projet de loi « confortant les principes républicains » sous couvert d'empêcher l'islamisme radical et le terrorisme, ouvre la voie à un contrôle de l'ensemble des associations et stigmatise encore davantage les personnes musulmanes ou perçues comme telles.
C'est aussi un pouvoir de contrôle de l'État sur toutes celles et ceux qui auraient "une idéologie qui se dresserait contre les valeurs de la République". L'interprétation laissée au pouvoir aménage la possibilité de voir condamner tous celles ou ceux qui contesteraient des politiques gouvernementales, sous couvert d'une atteinte aux valeurs de la république !
- Trois décrets sont venus récemment donner la possibilité d'un fichage massif des militantes, de leur entourage (notamment des enfants mineur-es), de leur santé, de leurs activités sur les réseaux sociaux et de leurs opinions politiques et syndicales !

Après l'extension de l'état d'urgence, après les mesures liberticides prises au nom de la lutte antiterroriste, il en va de l'avenir de notre démocratie de combattre pied à pied ces différentes lois et décrets.

C'est pourquoi, afin de pouvoir à l'avenir jouer notre rôle de contre-pouvoir en démocratie, afin de pouvoir défendre et réclamer nos droits sociaux, féministes, antiracistes et environnementaux, nos organisations appellent dans le cadre des mobilisations construites localement à manifester et se rassembler le 12 décembre prochain.

Sans libertés, il n'y a pas de droits ! Sans droits effectifs, pas de libertés !

Appel Coordination #StopLoiSecuriteGlobale



Appel à mobilisations contre la proposition de loi Sécurité globale ce samedi 12 décembre en régions

Depuis près de 5 semaines, les rassemblements et mobilisations contre la proposition de loi Sécurité globale ont fait descendre des centaines de milliers de personnes dans plus de 100 villes en France pour dénoncer une dérive sécuritaire très inquiétante : rassemblement du 17 novembre devant l'Assemblée nationale à Paris, rassemblements du 21 novembre, Marches des Libertés du 28 novembre et Marches des Libertés et des Justices du 5 décembre à Paris et partout en France.

Le gouvernement mène une entreprise de démolition des libertés publiques fondamentales en France, à travers la proposition de loi Sécurité globale et ses articles 21, 22 et 24, votés le 24 novembre dernier par 388 député.e.s, ainsi que le nouveau Schéma national de maintien de l'ordre. La coordination #StopLoiSécuritéGlobale en exige le retrait. Elle n'est pas dupe et observe que l'article 24 risque d'être réintroduit avec l'article 25 du projet de loi dite "Séparatisme" (devenu article 18 ; NDLR). Elle dénonce depuis le 8 novembre les nombreuses atteintes à la liberté de la presse, à la liberté d'informer et d'être informé, à la liberté d'expression, et l'instauration d'une surveillance de masse. Elle s'oppose à une dérive autoritaire de l'État qui s'accélère, avec des décrets liberticides décidés à la hâte. La population doit

réagir pour que l'État de droit et la démocratie soient préservés.

Après la manifestation parisienne du 5 décembre, et du fait de la stratégie de la terre brûlée mise en place par la préfecture de police, la coordination #StopLoiSecuriteGlobale considère que les conditions de sécurité des manifestants et manifestantes ne sont pas assurées et n'organisera pas de mobilisation ce samedi 12 décembre à Paris.

La coordination #StopLoiSecuriteGlobale appelle les coordinations locales à poursuivre la mobilisation contre cette loi en organisant des rassemblements sur tout le territoire national.

La coordination exige d'être reçue dans les plus brefs délais par le président de la République Emmanuel Macron, sans attendre l'hypothétique « Beauvau de la Sécurité », qui ressemble à une opération de communication décidée et annoncée dans l'urgence conjointement par le Président de la République et... les syndicats de police.

- Emplacement : ré-agir ensemble > Mobilisations et actualités > Mobilisations nationales >
- Adresse de cet article :
<https://solidaires.org/Journee-de-mobilisations-locales-contre-les-lois-liberticides>